



RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

NORD KIVU | Mai 2019

Chiffres clés Mai 2019

451 incidents
930 victimes
1.545 cas de violations
(contre 1467 violations documentées en avril 2019)

Genre des victimes

Genres	Total	%
Hommes	621	67%
Femmes	243	26%
Garçons	35	4%
Filles	31	3%
Total	930	

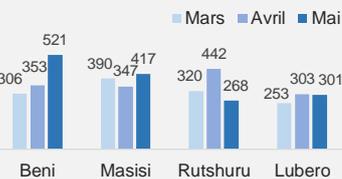
Tendances mensuelles des cas de violations



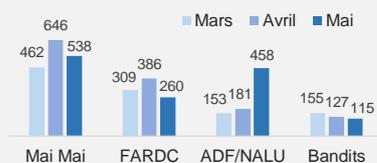
Tendances mensuelles des principales violations

Violations	Mars	Avril	Mai	Total
Pillages	319	327	376	1,022
Coup/Blessure	240	299	321	860
Enlèvement	152	163	203	518
Extorsions de biens	134	180	52	366
Arrestation Arbitraire	130	85	118	333
Homicide	61	30	48	139
Viol	55	32	65	152

Tendances par territoire



Nombre de violations par auteur présumé



Les données désagrégées par territoire, zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe.

RESUME

La province du Nord-Kivu a été marquée en ce mois de mai 2019 par un activisme des groupes armés dans presque toutes ses agglomérations. **1.545 cas de violations des droits humains pour 930 victimes ont été documentés**, contre 1.467 documentés en avril 2019, soit une augmentation des cas de violations de 5,3%. **De manière générale, cette montée de l'activisme des groupes est notée depuis le mois de mars, avec un pic au mois de mai dans le Beni et le Masisi.** Dans le territoire de Beni ce sont des présumés combattants Allied Democratic Forces (ADF) qui ont impacté le contexte sécuritaire et de protection des villages Chan-Chan, Ngite/Mavivi et Kichanga/Rizerie. Dans le territoire de Masisi, les attaques du groupe Nduma Défense du Congo/Rénové (NDC/R) contre les groupes armés d'obédience Nyatura, ainsi que le retour des combattants des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)/Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie (CNRD), en provenance du Sud-Kivu, vers le village Kazinga/Masisi, ont affecté les populations locales.

Les territoires de Beni et de Masisi concentrent donc le plus grand nombre de violations des droits humains. **Une forte augmentation des cas de violations est particulièrement notable dans le territoire de Beni, passant de 353 à 521 cas entre avril et mai, soit une hausse de presque moitié (47%),** ce qui représente 34% de toutes les violations. **Cette augmentation est en lien direct avec la hausse considérable du nombre de violations des ADF, passant de 181 à 458 cas entre avril et mai, soit une flambée de 253%.** 77% des cas de viol (50 sur 65) documentés ce mois de mai ont été commis à Masisi, zone de santé de Masisi par des groupes armés, principalement les NDC/R. Les opérations des Forces Armées de la RDC contre les groupes armés, l'activisme des ADF et milices Mai Mai à Beni, les combats entre les NDC/R et les groupes d'obédience Nyatura dans le Masisi seraient à la base de cette montée des violations des droits humains constatées.

Déplacements forcés de populations

Villages d'accueil	Villages d'origine	Causes de déplacement	Nombre de ménage	Nombre des personnes				
				Hom	Fem	Garçons	Filles	Total
Nguli, Muramba, Miringate en groupement Bukeni	Vulambo en groupement Bukeni, Territoire Lubero	Attaque du 5 mai 2019 de Mai-Mai/Mazembe contre une position FARC	547	457	551	494	541	2016
kasithu-Bundo, Livathekiviri et Mihake en groupement Bulengya	Ngeleza en groupement Buyora territoire de Lubero	Incursion de Mai-Mai/Mazembe du 27 mai 2019	212	45	193	489	552	1279
Kasake et Burora en groupement Ufamandu 1er	Kachayi en groupement ufamandu 1er territoire de Masisi	Affrontement du 25 mai 2019 entre les Nyatura/Matata contre les Nyatura/Bunova	125	115	161	181	193	650

Protection de l'enfance

8% des incidents collectés ont été commis sur des enfants (filles et garçons de 3 à 17 ans). Il s'agit de cas d'arrestations arbitraires (10 cas), d'enlèvements (15), de recrutements forcés (15), de travaux forcés (12), d'extorsions de biens (1), de pillages (16), de coups et blessures (29), d'homicides (2), de viols (17), d'agressions sexuelles (2) et de violences psychologiques (2). 131 enfants (59 filles et 72 garçons) ont été victimes de ces incidents. **La majorité de ces violations ont été commises dans le territoire de Beni par les présumés ADF** lors de leurs différentes attaques en forte hausse dans la région.

Violences sexuelles et sexistes

113 cas de violences sexuelles et basées sur le genre ont été documentés au cours de ce mois de mai 2019. Il s'agit majoritairement des cas de viols (65 cas), soit un doublement préoccupant depuis le mois d'avril (32 cas), suivi des cas d'agressions sexuelles (11), d'agressions physiques (24), de déni de ressources (7) et de violences

Evènements majeurs

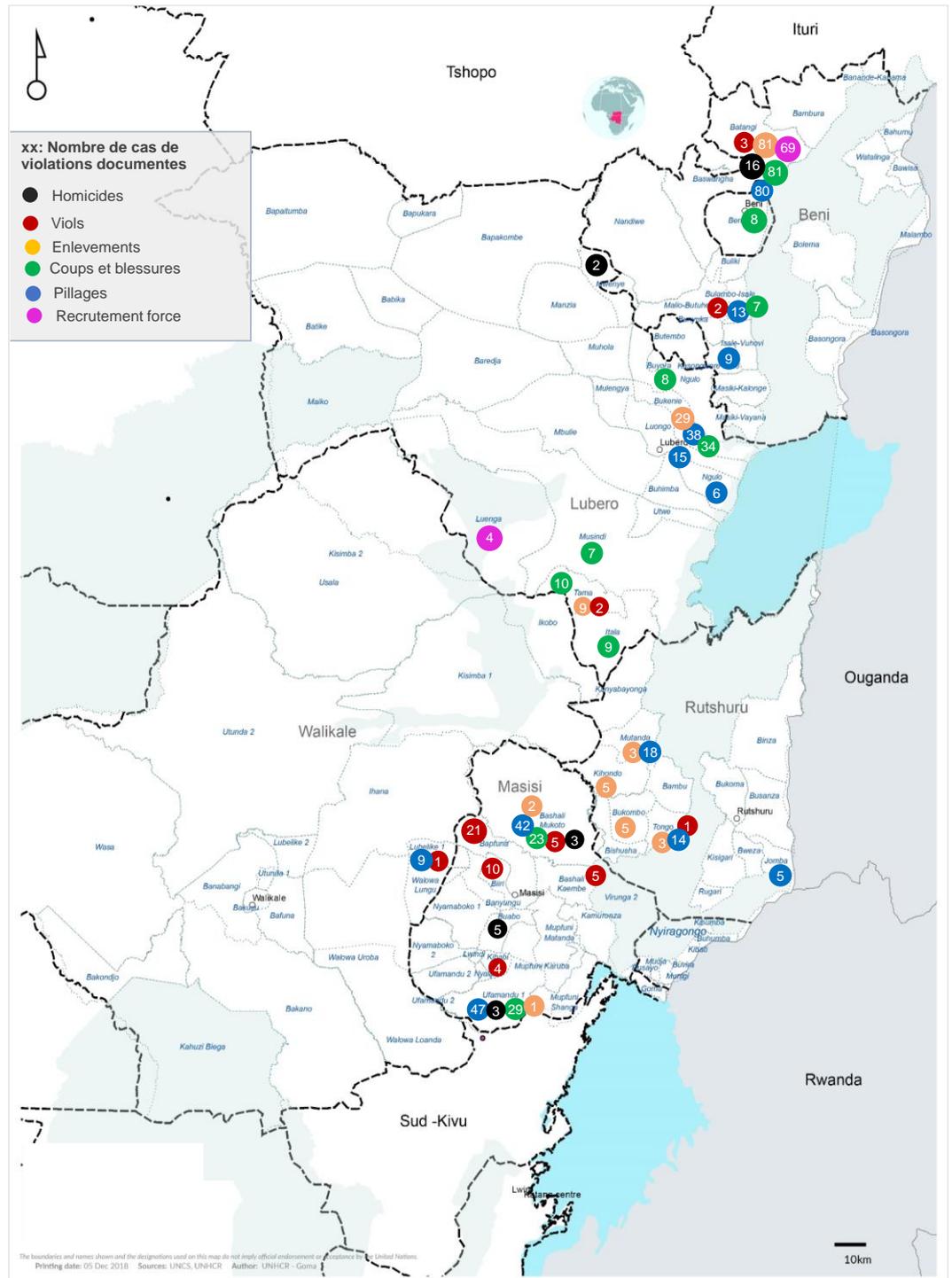
- 9-11 mai**
Atelier avec les membres de la synergie de Beni (autorités et humanitaires), validation des tdrs et élaboration du système de collaboration
- 9 mai**
Viol de 4 femmes PDIs retournées par des éléments NDC Rénové à Mianjia dans la localité Lushebere en groupement Bapfuna, zone de santé de Masisi. Les survivantes ont été orientées au centre de santé de Loashi appuyé par MSF Belgique et ont reçu les soins inclus le kit PEP dans les 72 heures.
- 7 mai, 14 mai**
Inursion des présumés ADF en territoire Batangi, occasionnant des mouvements de populations vers les localités de Nobili et Kahondo.
- 12 mai**
Déplacement d'environ 1.900 ménages du village Shoa (groupement Banyungu) vers Masisi centre et dans le site Kalinga suite aux affrontements entre NDC/R et APCLS.
- 12 mai**
Viol de 5 femmes PDIs retournées par des éléments NDC Rénové à Mianjia dans la localité Lushebere en groupement Bapfuna, zone de santé de Masisi. Les survivantes ont été orientées au centre de santé de Kitsule appuyé par MSF Belgique et ont reçu les soins inclus le kit PEP dans les 72 heures.
- 17-18 mai**
Recouvrement forcé, par NDC/R de la taxe mensuelle imposée aux civils et enlèvement de 51 PDIs (du site Kivuye) incapables de payer ladite taxe
- 25 mai**
Opération de traque des enfants dit « de la rue » par la police sur décision du conseil urbain de sécurité en ville de Beni.

psychologiques (6). Les territoires les plus affectés sont : Masisi (67), Lubero (22) et Beni (11). Les principaux auteurs sont les groupes armés (Mai Mai).

Résolution 1612

47 cas de violations graves des droits des enfants ont été documentés : 23 filles et 24 garçons ont été des victimes. Les territoires les plus affectés sont Beni (meurtre 1 cas, enlèvement 10 cas, recrutements/utilisation d'enfants soldats 9 cas, attaque contre école 2 cas), Lubero (meurtre 5 cas, recrutement/utilisation d'enfants soldats 3 cas, attaque contre école 6 cas), Masisi (enlèvement 5 cas, viol 5 cas) et Walikale (recrutement/utilisation d'enfants soldats 1 cas). Les auteurs présumés de ces violations sont toujours les groupes armés dont les présumés ADF (21 cas), NDC/R (18), Alliance Pour un Congo Libre et Souverain (APCLS) (1) et Groupes armés inconnus (7).

Statistiques des violations par groupement



Analyse contextuelle, défis, perspectives et recommandations par territoire

Territoires	Analyse contextuelle et défis	Perspectives et recommandations
<p>Lubero</p>	<p>Le contexte sécuritaire et de protection du territoire de Lubero et de la ville de Butembo ont été affectés par l'activisme des miliciens Mai-Mai dans plusieurs groupements : Tama, Itala, Musindi, Bukenie, Lughenge, Luongo, Ngulo dans la zone de santé de Kayna, Lubero et Musienene. Cet activisme se traduisait par des incursions et des affrontements opposant ces miliciens aux FARDC. Ils attaquent les positions des forces loyalistes le plus souvent dans le but de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'approvisionner en armes et munitions - vouloir prendre le contrôle des zones <p>Faisant référence aux alertes produites et partagées dans les différents rapports hebdomadaires d'INTEROS, la situation de protection s'est complètement détériorée dans ces agglomérations du territoire de Lubero et plus particulièrement de la ville de Butembo. Cela a affecté le niveau de protection des civils. La quasi-totalité des localités à l'ouest de ce territoire est embrasée par la présence active de ces miliciens, qui influence des déplacements forcés des civils.</p> <p>Des violations des droits humains, notamment viols, enlèvements, enrôlement d'enfants, pillages des biens, coups et blessures, restrictions de mouvement des civils vers leurs champs et perceptions illégales des frais des jetons d'accès à ces champs contre des civils, ont été les conséquences de ces affrontements et incursions dans ces zones.</p> <p>Par ailleurs, des attaques contre le personnel, les structures médicales, les véhicules, les équipements et les installations en lien avec la riposte contre la Maladie à Virus Ebola (MVE) par la résistance de la population, dues au déficit de communication, ont été rapportées dans la ville de Butembo et dans certaines zones de santé périphériques de cette ville. Ce comportement complique la maîtrise de la MVE dans la région. Ces actes sont l'œuvre de présumés miliciens Mai-Mai qui s'infiltrèrent dans la population civile de Butembo.</p> <p>Au niveau des types de violations et des auteurs présumés, des éléments de la PNC et des FARDC sont très actifs dans des arrestations arbitraires en territoire de Lubero. 118 cas d'arrestations arbitraires, soit 29%, leurs sont imputables. C'est le cas, dans le Quartier Kalemie, ville de Butembo, où la PNC a procédé à l'arrestation illégale des PDIs et résidents, au motif qu'ils seraient en collaboration avec les assaillants qui attaquent la ville de Butembo. Les victimes ont été relâchées grâce à l'intervention de l'autorité communale, car faute de preuves. Dans le village Katundu, 6 PDIs-retournées avaient été illégalement arrêtées par des FARDC du 3310e régiment arguant que les victimes seraient en collaboration avec les Mai Mai/Mazembe alors qu'elles se rendaient librement vers le village Kisala. Elles ont été libérées.</p> <p>52 cas d'extorsions des biens, soit 25%, sont simultanément attribués aux FARDC du 33103e régiment et aux Mai-Mai/Mazembe, selon les cas. Les victimes sont d'ordinaire les PDIs-retournées et résidents qui se rendent dans leurs champs ; Ils se voient dépouiller, en cours de chemin, de leurs biens (montres, téléphones, argent...). Les habitants des villages Kimbulu, Butaho et Kitaki ont été les plus affectés au cours de ce mois.</p> <p>321 cas de coups et blessures, soit 28%, sont à l'actif des Mai-Mai/Mazembe dans les villages Makoba et Miriki contre des civils. Certains l'ont été dus à leur refus de se faire piller leurs biens dans leurs maisons et les autres, à cause de leur absence au lieu de travaux forcés.</p>	<p>Le déficit d'information, la réticence et la résistance des communautés contre les équipements et matériels dédiés à la riposte contre la MVE, constituent un blocage à l'éradication de cette maladie. La situation devient compliquée, au point que même les autres acteurs humanitaires sont quelquefois assimilés à l'équipe engagée dans la riposte contre la MVE.</p> <p>Des nouvelles stratégies adaptées doivent être élaborées avec le concours de tous les acteurs.</p>

<p>Masisi</p>	<p>L'environnement de protection de ce territoire a été pollué par environ 10 affrontements : 3 dans le groupement Ufamandu 1er (par les Nyatura/Matata contre les Nyatura/Bunova et Raiya Mutomboki), 5 dans quatre groupements voisins : Biiri, Bapfuna, Buabo et Banyungu (par les éléments NDC/R contre les éléments APCLS et les Nyatura/Garuza) et 2 dans le groupement Bashali Mukoto (par les éléments NDC/R contre les éléments des APCLS et les éléments du CMC/Nyatura).</p> <p>Une position des éléments NDC/R a été érigée depuis le 6 mai 2019 à 10m du site des Personnes Déplacées Internes (PDI) de Kivuye, localité Luhanga, groupement Bashali Mukoto. Par conséquent, les PDI de ce site subissent plusieurs violations des droits humains par ces miliciens. Plus de 45 hommes PDI qui n'avaient pas participé aux travaux forcés de construction des huttes de ces miliciens lors de leur installation à cet endroit et ont été victimes des fouets et d'extorsions des biens. Chacun d'eux a été contraint de payer 100.000Fc pour être relâché le 10 mai 2019. Une femme et sa fille ont été amenées vers une destination inconnue par ces miliciens. Ceux-ci reprochent aux victimes le fait d'avoir caché son mari lorsqu'ils sont venus le chercher suite à son absence pendant ces travaux forcés. La rançon d'une vache et d'une somme de 600 dollars américains sont exigées pour leur libération.</p> <p>Ces attitudes des miliciens NDC/R dans cette localité ont provoqué un déplacement forcé de plus de 30 ménages d'environ 160 personnes vers les villages Mweso et Kitshanga. Ils y restent en familles d'accueil.</p> <p>Une autre situation inquiétante dans le territoire de Masisi est celle du retour depuis le 27 mai 2019, en provenance de la province du Sud-Ku, des éléments FDLR/CNRD (estimés à 300 combattants armés). Ils sont installés dans la ferme Kasuku au village Kashukano¹, en groupement Ufamandu 1er, qui se trouve à la limite avec le Sud-Kivu². Les populations des villages Ngungu et Kashukano ont de ce fait paniqué et craignent pour leur sécurité car des affrontements entre les FARDC et ces FDLR/CNRD sont à craindre dans les prochains temps dans cette zone³.</p> <p>En ce qui concerne les types de violations et des auteurs présumés, 203 cas d'enlèvements, soit 27%, ont pour présumés auteurs les éléments des APCLS dans le village Buchimoo, où 7 PDI-retournés ont été enlevés sur ordre de la femme du secrétaire général de ce mouvement, les accusant de lui être débiteurs depuis un certain temps. Au village Rufufu les Nyatura ont enlevé 8 PDI-retournés, du fait de leur absence lors des travaux de construction de leurs maisons. Toutes ces victimes ont ensuite été libérées moyennant des sommes d'argent à titre d'amende.</p> <p>Aux villages Loachi/Bashia et Muhondo, 376 cas de pillages, soit 34%, ont été attribués aux NDC/R. Ceux-ci ont profité de déplacements forcés des habitants suite à leurs affrontements avec les FARDC pour piller des biens (du bétail) restant des populations. Au village Mushebere, des PDI qui revenaient du marché de Kasake ont été victimes de pillages de tous les biens qu'ils avaient par des présumés Nyatura.</p> <p>48 cas d'homicide, soit 33%, sont attribués aux NDC/R au village Kibirangiro. Ils ont abattu 2 PDI retournés qui voulaient fuir la présence de ce groupe dans ce village. Deux autres PDI-retournés ont également été tués au village Mashaki par les FARDC du 3410^e régiment. Ces derniers avaient tiré à bout portant sur les victimes du fait de leur refus d'ouvrir leurs portes en vue d'une fouille sécuritaire.</p> <p>Des bandits armés ont été responsables de 5 cas de traitements inhumains, soit 60%. Ils ont tendu une embuscade à 2 PDI-retournés en</p>	<p>La présence de ces FDLR/CNRD dans cette zone pourra détériorer la situation sécuritaire longtemps décriée. Les risques de violations des droits humains sur les populations civiles sont élevés.</p> <p>On remarque une montée vertigineuse des cas de viols dans le Masisi commis par les NDC/R au cours de leurs combats sur des femmes issues des familles du groupe armé Nyatura.</p> <p>Cette situation particulière du territoire de Masisi doit attirer l'attention du cluster protection, dont principalement les cas de violences sexuelles.</p>
----------------------	--	---

¹ Au sud-ouest à 74Km de Masisi centre, à 6Km du village Ngungu

² Rappelons que ces éléments FDLR/CNRD ont migré vers le Sud-Kivu après les violents affrontements qui les opposaient aux éléments NDC/R en janvier 2019

³ Selon une source locale, ces éléments viendraient se rallier aux Nyatura FDDH dans le groupement Nyamaboko 1^{er} pour s'y installer et disent qu'ils sont fatigués de leurs pérégrinations

	<p>cours de chemin dans le village Kyamatafari. Les victimes ont été tabassées et torturées puis abandonnées dans un état de demi-mort.</p> <p>65 cas de viol, soit 77%, sont l'œuvre des NDC/R contre des femmes PDI-retournées. Au village Miandja, 5 femmes PDI-retournées qui fuyaient les affrontements entre les NDC/R et les miliciens Garuza, ont été prises par les NDC/R et amenées en brousse. Elles ont été abusées sexuellement avant d'être relâchées. Dans le village Loachi, 4 femmes PDI-retournées ont été violées par ces mêmes NDC/R. Toutes les 9 survivantes ont été orientées au centre de santé de Kitsole (5) et de Loachi (4) pour des soins. Elles ont reçues les kits PEP dans le délai de 72h.</p> <p>118 cas d'arrestations arbitraires, soit 28%, sont attribués à des éléments PNC. Ceux-ci arrêtent illégalement des PDI-retournées et des résidents. C'est le cas au village Ngungu où la PNC a arrêté 2 PDI-retournées, sous prétexte qu'ils se seraient déplacées après 18 heures alors qu'aucune mesure n'interdit aux habitants de circuler après ces heures dans cette contrée. Un autre homme PDI-retournée a été arrêté et gardé pendant 6 jours par la PNC, à cause d'une dette qu'il n'aurait pas remboursée. Au village Bushimoo, 1 PDI avait été arrêtée par le commandant local au motif que son fils aurait rendu enceinte la fille d'autrui. Les victimes ont été libérées moyennant des sommes d'argents à titre d'amende.</p>	
<p>Beni</p>	<p>Le contexte sécuritaire du territoire de Beni a été fortement marqué par des incursions et des attaques des présumés ADF, mais aussi par des affrontements entre des miliciens Mai-Mai et des FARDC dans plusieurs villages du territoire et même dans une partie de la ville, commune de Ruwenzori. Des civils ont été victimes de ces incursions et attaques et des mouvements de populations ont eu lieu, dont le plus important a été celui de la Chefferie de Watalinga.</p> <p>Plusieurs violations des droits humains sont attribuées aux groupes armés, notamment : 48 cas d'homicides, soit 42%, 203 cas d'enlèvements, soit 40%, 147 cas des travaux forcés, soit 47%, 75 cas d'incendies des maisons, soit 92%, 376 cas des pillages, soit 27% et 321 cas des coups et blessures, soit 31%. Les villages Chan-Chan, Kiusikivi, Vughesi, Bulambo, Kaghogho, Ngiti et le Quartier Masosi ont été affectés par cet activisme des groupes armés. Des éléments FARDC et PNC ont également été indexés comme présumés auteurs de quelques cas de pillages des biens des habitants.</p> <p>Des incursions et attaques contre les villages et les positions FARDC du 3402^e régiment par les ADF (qui sont signalées dans la chefferie de Watalinga depuis le 30 mars 2019), ont continué au cours de ce mois. La plus récente étant celle du 27 mai 2019 au village Bandiguya (situé à environ 14Km au sud-ouest de Nobili centre, en groupement Batalinga). 4 PDI (2 hommes et 2 femmes) qui se rendaient aux champs en vue de se ravitailler en vivres, ont été tués.</p> <p>Un groupe des Mai-Mai/Mazembe avait fait une incursion dans la matinée du samedi 11 mai 2019, au village Aloya, situé à 48Km à l'ouest de Beni ville. Ils ont incendié la paillote du chef de la localité puis le bureau ainsi que le cachot de la Police Nationale Congolaise (PNC) locale. Tous les détenus, y compris leurs compagnons qui y étaient, se sont évadés.</p> <p>Des présumés ADF ont attaqué le 14 mai 2019 la localité Ndama, groupement Batalinga, situé à environ 10Km au sud-est de Kamango et à 19Km au sud de Nobili. Une femme enceinte, PDI, a été tuée.</p> <p>Plus ou moins 37 personnes ont été enlevées au cours de l'incursion par des présumés ADF du 23 mai 2019 au village Chan-Chan. 22 d'entre elles (1 fille de 16 ans, 16 hommes et 5 femmes) ont été libérées par les assaillants le 27 mai 2019 au village Mayisafi, groupement Banande/Kainama, situé à 42Km au nord-est d'Oicha. Puis le 28 mai 2019, 7 autres otages ont été relâchés toujours vers le village Mayisafi. Ces derniers ont confirmé que 8 enfants (4 filles et 4 garçons) sont restés en captivité.</p>	<p>On remarque depuis mars que les présumés ADF multiplient leurs attaques même dans les zones reculées (chefferie de Watalinga) tout en gardant une capacité de nuisance en ville et ses alentours. Cette situation fait que les personnes se déplacent dans plusieurs endroits jusque même en dehors du Nord Kivu (en Ituri par exemple).</p> <p>Des évaluations multisectorielles conjointes entre ces deux provinces devraient être menées pour évaluer la situation des personnes qui se déplacent dans ces zones, suite à ces multiples attaques des présumés ADF.</p>

<p>Rutshuru</p>	<p>- Chefferie Bwito</p> <p>D'une manière générale, la situation sécuritaire dans la chefferie Bwito a été volatile. Elle est restée dominée par un regain d'activisme des groupes armés ethniques : les miliciens Mai-Mai/Mazembe, les éléments NDC/R, les FDLR et les éléments des CMC/Nyatara. Ces groupes armés commettent des exactions contre des civils, dont la plupart restent des PDIs et des PDIs-retournés.</p> <p>Depuis début mai 2019, des opérations FARDC ont été lancées dans cette chefferie en vue de neutraliser les éléments CMC/Nyatara, qui y sont très actifs. Par ailleurs, des éléments NDC/R ont attaqué les sites des CMC/Nyatara dans les groupements Kihondo, Bukombo et Mutanda.</p> <p>- Chefferie Bwisha</p> <p>La situation sécuritaire de la chefferie Bwisha a, quant à elle, été caractérisée par des affrontements entre les FARDC et les groupes armés d'une part, et des kidnappings des civils par des hommes armés inconnus d'autre part. Les incidents liés au kidnapping, étant devenus un fléau dans le territoire de Rutshuru, engendrent au sein de la population civile un climat de méfiance totale envers les autorités étatiques qui sont pourtant censées les protéger, mais se révélant inefficaces pour mettre fin à la crise. Face à cela, la population leur a retiré toute sa confiance. Elle s'adonne actuellement à la justice populaire, estimant qu'elle doit se prendre en charge vis-à-vis de l'activisme des kidnappeurs dans leur région. Au cours du seul mois de mai 2019, 6 cas de meurtres par justice populaire de présumés kidnappeurs et/ou bandits armés ont été enregistrés dans la chefferie Bwisha en divers endroits : 2 hommes présumés kidnappeurs ont été tués et brûlés au village Kahunga le 20 mai; un homme présumé kidnappeur a été tué et brûlé au village Biruma le 23 mai; un homme présumé bandit armé a été tué et brûlé au village Bunagana/Jomba le 24 mai; un homme présumé kidnappeur a été décapité au village Nyongera le 22 mai; un homme présumé bandit armé a été tué au village Busanza/Mungo le 27 mai. A ce rythme, la population de la zone étant, depuis plusieurs mois, déchirée suite à la haine ethnique, il y a risque que des innocents subissent le même sort. Il suffirait que quelqu'un voulant peut être régler un compte développe une rumeur sur quelqu'un d'autre pour que ce dernier subisse ce genre de traitement. Ceci pourrait davantage encore exacerber la haine entre les communautés.</p> <p>Au niveau des types de violations et des auteurs présumés, les FARDC ont été indexées dans les arrestations arbitraires. 118 cas d'arrestations arbitraires, soit 41%, ont été à leur compte. Au village Rwahanga-Nyanzale, des FARDC ont arrêté 5 jeunes au motif qu'ils collaboreraient avec les Nyatara. Ceux-ci ont été relâchés après l'intervention du président du Barzza communautaire car il avait connaissance de ces jeunes. A Mashango, 5 hommes résidents ont été arrêtés par ces mêmes militaires à cause de leur refus de transporter leurs bidons d'eau vers une longue distance. Au village Mikorokoto, une dizaine de cultivateurs avaient été trouvés dans leurs champs puis arrêtés par les FARDC qui rentraient des affrontements. Celles-ci accusaient ces victimes d'appartenance ethnique aux Nyatara. Elles ont été relâchées plus tard après avoir transporté leurs effets.</p> <p>52 cas d'extorsions des biens, soit 60%, ont pour présumés responsables des FARDC des 3413^e et 3307^e régiments. Dans le village Kibanda, ces militaires qui rentraient de leur patrouille ont extorqué de l'argent et des téléphones à des PDIs qui se rendaient aux champs. Au village Kachai, des PDIs qui fuyaient des affrontements entre les éléments NDC/R et des éléments CMC ont été dépouillés de tous leurs biens par des FARDC sur le chemin. Au village Kavumu, des PDIs qui rentraient des champs ont été victimes d'extorsion de tous les biens qu'ils détenaient par des FARDC.</p> <p>141 cas de travaux forcés, soit 27%, sont les actions des FARDC des 308^e et 3413^e régiments dans les villages Kiseguro, Mashango, Kikoro et Kikuku. Lorsqu'ils rentrent des affrontements, ils réquisitionnent des PDIs-retournés et/ou des résidents pour qu'ils transportent soit leurs munitions, soit leurs bidons d'eau et autres effets militaires. Les victimes sont chaque fois rencontrées soit dans leurs champs soit à leur domicile. Elles sont libérées après avoir parcouru des longues distances.</p>	<p>Conscient de la détérioration de la situation sécuritaire, le conseil territorial de sécurité (l'Administrateur du Territoire, les commandants PNC et FARDC, l'ANR et le Procureur...) a rencontré la population civile le vendredi 24 mai 2019 à Kiwanja, pour un échange autour de la situation sécuritaire actuelle. Lors des échanges, la population n'a pas manqué d'exprimer son indignation, sa déception et sa désolation face à la situation d'insécurité dont elle est victime depuis plusieurs mois sous l'œil inopérant de l'autorité. La population n'a pas hésité à indexer l'autorité de complicité dans les kidnappings car celle-ci s'était opposée au système de géolocalisation (système consistant à localiser géographiquement le lieu d'un incident ainsi que les présumés auteurs où qu'ils soient). La population demande la démission de l'autorité, d'où ce climat de méfiance totale entre population et autorité.</p> <p>Le cluster protection devrait mener un plaidoyer au plus haut niveau pour éviter ces cas de justice populaire.</p>
-----------------	--	---

FOCUS SUR LA SITUATION A MUTWANGA-KASINDI

Des alertes faisant état de la présence de PDIs à Mutwanga et Kasindi, en provenance de Kamango, ont été reçues dans les différentes rencontres humanitaires. INTERSOS a par la suite dépêché une équipe mobile de protection afin de vérifier ces alertes et d'effectuer une analyse rapide de la situation de ces PDIs. Les villages de Mutwanga et Kasindi sont les deux zones qui ont été ciblées par l'évaluation. Elles sont situées respectivement à environ 50 et 80Km à l'est de Beni ville. Ayant appris, sur le terrain, la présence d'un grand nombre de PDIs dans d'autres villages environnants, la mission s'est rendue aux villages Mwenda, Bulongo et Lume pour mieux identifier et analyser la situation.

Selon le rapport de la mission et des informations obtenues auprès de la chefferie Watalinga datant d'avril-mai 2019, environ 4260 ménages constitués de 22 146 PDIs ont été obligés de se déplacer suite à ces attaques et vivent dans des familles d'accueils dans les villages cités ci-dessus.

Pendant leur déplacement, les PDIs ont été victimes de plusieurs violations de leur droits (pillages des biens, arrestations arbitraires, coups et blessures, extorsions de biens, etc.) par les présumés FARDC du 112^{ème} Bataillon, au niveau de la barrière placée dans le Parc national des Virunga, précisément au village Kikingi, à l'entrée du secteur Ruwenzori. Ces derniers tentaient de barrer la route aux PDIs en leur interdisant de quitter leurs villages.



Photo d'une maison cédée à 7 ménages de PDIs

ACTIONS DE REPONSE ET ACTIVITES MENEES

- 113 cas de violences sexuelles et basées sur le genre ont été documentés et 50 cas de viols ont été référés vers les services de prise en charge et ont été servis en kits PEP
- INTERSOS a identifié 2 cas de fistules obstétricales (1 cas de Nobili et 1 cas de Lwanoli), qui ont été soumis à la connaissance de la zone de santé pour des actions de suivi et une prise en charge médicale
- 2 missions d'évaluation de protection ont été menées au cours de ce mois de mai 2019 par les équipes mobiles d'INTERSOS. Il s'agit de missions effectuées dans le secteur Rwenzori (villages Mutwanga, Bulongo, Mwenda et Kasindi) en territoire de Beni et en ville de Butembo (sites des PDIs Vusesa et Mutoto) en territoire de Lubero. Les rapports de ces évaluations ont été partagés à la communauté humanitaire du Nord-Kivu pour des éventuelles réponses aux problèmes de protection qui y étaient soulevés. INTERSOS a également participé à une mission Evaluation Rapide et Multisectorielle (ERM) conjointement avec les autres organisations à Masisi, Mweso dont : ACF, OCHA, ABCOM, BIFERD, CEPROIDA, PHS et RIA AGRI KIVU. Cette évaluation répondait à une recommandation que l'équipe mobile d'INTERSOS avait formulée dans une évaluation menée en avril dans cette localité de Masisi pour approfondir les besoins des PDIs identifiés par ce rapport.

RECOMMANDATIONS

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
Monitoring de Protection	Suivre la situation de protection du territoire de Masisi (village Kashukano) en rapport avec le retour des FDLR/CNRD dans la région	Membres du Cluster Protection	Urgent
Protection	Porter à la connaissance du CRIO ce nouveau besoin à Mutwanga-Kasindi afin de prendre en compte également ces PDIs dans les assistances	HCR	Urgent
Monitoring de Protection	Organiser un atelier sur la protection avec les autorités locales, FARDC, PNC, ANR, représentants des femmes, leaders religieux, membres de la société civile et le comité des PDIs sur les droits humains et les principes directeurs relatifs aux PDIs sur l'axe Mutwanga-Kasindi	INTERSOS	Urgent
Monitoring de Protection	Des évaluations multisectorielles conjointes entre les deux provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri devraient être effectuées pour évaluer la situation des personnes qui se déplacent dans ces zones, suite aux multiples attaques des ADF.	Membres du Cluster Protection	Urgent
Protection	Se saisir de la situation de protection du territoire de Rutshuru/Kiwanja qui est au bord de prendre une mauvaise tournure dans cette zone.	Cluster Protection (au-delà du niveau provincial)	Urgent

Pour tout contact :

Marie-Hélène Verney, Cheffe de Sous-Délégation, verney@unhcr.org

Eric Spielmann, Analyste de Protection, spielman@unhcr.org

#Violations par statut des victimes

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Mariage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
PDI's retournes	61	164	77	127	29	75	1	292	0	4	245	24	0	0	5	41	6	14	0	6	1	1,173	76%
PDI's	43	38	0	11	15	0	0	71	0	0	65	20	3	0	0	19	2	4	0	1	1	293	19%
Residents	8	1	1	0	0	0	0	11	0	0	6	4	0	0	0	5	3	1	0	0	2	42	3%
Rapatries	6	0	0	9	8	0	0	2	0	0	5	0	0	0	0	0	0	4	0	0	2	36	2%
Refugies et demandeurs d'asile	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0%
Grand Total	118	203	78	147	52	75	1	376	0	4	321	48	3	0	5	65	11	23	0	7	6	1,410	

Tranches d'age des victimes par violation

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total				
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forces	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Mariage force			Deni de ressource	Violence Psychologique	
Femmes																								
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
5-11	0	4	4	4	1	4	0	4	0	0	4	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	26	2%	
12-17	0	2	1	1	0	1	0	3	0	0	4	1	0	0	0	16	2	0	0	0	2	33	2%	
18-59	26	27	6	16	12	12	0	65	0	2	56	12	2	2	48	6	22	0	7	4	326	21%		
60+	0	2	1	2	1	1	1	4	0	0	2	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	17	1%	
Sous-total	26	35	12	23	14	18	1	76	0	2	66	14	2	2	65	9	23	0	7	6	402	26%		
Hommes																								
0-4	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0%	
5-11	0	6	5	5	0	5	0	5	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31	2%	
12-17	10	2	5	2	0	0	0	4	0	0	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38	2%	
18-59	79	158	56	116	36	52	0	281	0	1	232	33	1	3	0	2	1	0	0	0	1051	68%		
60+	3	1	0	1	2	0	0	10	0	1	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	1%	
Sous-total	92	168	66	124	38	57	0	300	0	2	255	34	1	3	0	2	1	0	0	0	1143	74%		
Grand Total	118	203	78	147	52	75	1	376	-	4	321	48	3	-	5	65	11	24	#	7	6	1,545		

Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.
Ex. 77% des cas de viols sont enregistrés dans le Masisi

Violations	Mai Mai	ADF / NALU	Bandits	FARDC	Inconnu	PNC	Pop civile	ANR	Total
Arrestation Arbitraire	19%	0%	0%	51%	0%	25%	3%	1%	100%
Enlevement	47%	40%	8%	1%	2%	0%	0%	0%	100%
Travaux Forcés	25%	47%	0%	27%	0%	0%	0%	0%	100%
Extorsions de biens	21%	0%	0%	65%	0%	4%	0%	2%	100%
Incendie	8%	92%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Pillages	45%	20%	13%	14%	3%	2%	0%	0%	100%
CoupBlessure	41%	24%	8%	16%	1%	4%	0%	1%	100%
Homicide	21%	33%	23%	17%	0%	4%	0%	0%	100%
Torture/Traitement inhumain	40%	0%	40%	0%	0%	20%	0%	0%	100%
Viol	49%	0%	12%	9%	5%	0%	23%	2%	100%
Agression sexuelle	27%	0%	27%	27%	0%	0%	18%	0%	100%
Agression Physique	4%	0%	0%	0%	0%	4%	83%	0%	100%
Deni de ressource	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	100%
Violence psychologique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	50%	0%	100%

Values	Beni	Masisi	Rutshuru	Lubero	Waikale	Total
Arrestation Arbitraire	0%	28%	41%	29%	3%	100%
Enlevement	40%	27%	10%	21%	2%	100%
Travaux Forcés	47%	23%	27%	1%	2%	100%
Extorsions de biens	4%	12%	60%	25%	0%	100%
Incendie	92%	1%	0%	7%	0%	100%
Pillages	27%	34%	12%	23%	4%	100%
Coups et blessures	31%	21%	18%	26%	3%	100%
Homicide	42%	33%	19%	4%	2%	100%
Torture/Traitement inhumain	0%	60%	40%	0%	0%	100%
Viol	12%	77%	2%	8%	2%	100%
Agression sexuelle	27%	9%	0%	64%	0%	100%
Agression physique	0%	38%	33%	29%	0%	100%
Deni de ressources	0%	86%	14%	0%	0%	100%
Violence Psychologique	0%	17%	33%	50%	0%	100%

Violations et territoires

Violations et auteurs présumés.